



Région



Provence-Alpes-Côte d'Azur

Communiqué de presse

Lors de l'assemblée plénière du conseil régional de ce jour une trentaine de rapports étaient examinés. Le Groupe Front de Gauche s'est abstenu sur les deux premiers concernant l'économie : ainsi, l'objectif de faire évoluer les Pôles Régionaux d'innovation et de développement économiques solidaires (PRIDES) en intégrant la démarche régionale dans les orientations gouvernementales du pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi, n'est pas une réponse satisfaisante eu égard à la crise à laquelle sont confrontés les entreprises. De même plutôt que le financement des PME par la création d'un outil capital-risque de proximité notre groupe s'est prononcé pour une intervention de la Banque Publique d'Investissement s'appuyant sur un pôle bancaire public. Ces réserves ont conduit notre groupe à s'abstenir sur ces deux délibérations.

Nous nous sommes prononcés favorablement à la création des emplois d'avenir ; les contraintes mises par la Région en terme de formation qualifiante, l'engagement explicite que ces emplois se feraient dans le cadre du respect du contrat social de mandature et la concertation conduite sur cette question en interne, ayant apportés des garanties suffisantes. Des jeunes sans formation, exclus du monde du travail pourront ainsi avoir accès à un premier emploi.

Deux rapports n'ayant pas fait l'objet d'une préparation suffisante, un sur la convention de partenariat avec la Direction générale de l'armement, l'autre portant création d'une conférence régionale du Sport n'ayant pas fait l'objet d'une préparation suffisante ont été retirés comme nous le souhaitons.

Le Groupe Front de Gauche s'est abstenu sur le rapport, portant sur l'avenant du contrat d'exploitation des services ferroviaires, en raison du manque de transparence sur l'utilisation des fonds publics au moment où la transparence est exigée dans tous les domaines de la vie publique, quoi de plus normal que d'exiger que la SNCF nous donne le détail à l'euro près de l'utilisation des 253,7 M€ que verse la collectivité régionale. Concernant la lutte contre la fraude, la création d'équipes de filtrage en gare ne répond pas à l'ampleur de la fraude qui représente près de 20% des recettes. Face à cette situation, non seulement la SNCF nous propose un marché de dupe avec la perception par l'opérateur ferroviaire d'un bonus de 75% des recettes de la lutte contre la fraude et 25% pour la Région, mais elle se permet de proposer de supprimer les contrôleurs sur certaines lignes. Nous souhaitons que la Région se positionne clairement et ne renvoie pas au seul dialogue social au sein de l'entreprise SNCF les garanties en la matière.

Enfin le groupe a déposé 4 vœux :

Le premier sur le devenir de Kem-One, le second sur le rôle de la BPI, le troisième demandant à la ministre de la santé de suspendre le plan de casse des hôpitaux publics, le dernier demandant à la Région de s'impliquer sur la rénovation et le rapatriement Aux Camps des Milles d'un Wagon de la déportation. Ces vœux et motions ont été adoptés par l'Assemblée, dont le dernier à l'unanimité (le FN ayant quitté l'hémicycle).